

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES  
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

# REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XIX—1981. N° 1 (Janvier—Mars)

TIRAGE À PART

*Revista de Studii Europene*  
I/4-7

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par: ALEXANDRU DUȚU (A. D.); H. MIHĂESCU (H. M.); J. IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU (C.P.-D.); CONSTANTIN JORDAN-SIMA (C. I.-S.); OCTAVIAN ILIESCU (O. I.); LIVIU P. MARCU L. P. M.)

Publiées par les soins de Elena Scărlătoiu

Etudier les aspects militaires, politiques ou sociaux de la guerre de 1877--1878 et du Congrès de Berlin c'est prendre en charge non seulement les rapports entre grandes puissances et peuples en lutte pour leur indépendance, mais aussi entre mentalités traditionnelles et idées nouvelles. En tout cas, ce chapitre de l'histoire européenne n'est pas encore clos: la meilleure preuve nous a été fournie par le rapport du pr Milorad Ekmecić (« Solution of a Crisis: The 1878 Berlin Congress and After ») donné au XV<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques de Bucarest, rapport suivi par de nombreuses et intéressantes interventions. Nous signalons ici trois contributions remarquables qui retiendront l'attention des historiens de cette importante période.

N. BĂRBUȚĂ et NICOLAE BOGȘAN, *Independența României în opinia belgiană*, Cluj-Napoca, Ed. Dacia, 1980, 324 p., un livre qui met à la disposition des chercheurs 81 documents diplomatiques et 41 articles parus dans la presse, donc un groupe imposant de témoignages sur les attitudes des hommes politiques et les réactions de l'opinion publique belge. Tous les textes sont reproduits en langue originale. La première section a été nourrie par les textes conservés dans les Archives du Ministère des Affaires Étrangères belge — « Correspondance politique » et surtout le dossier « La reconnaissance de la Roumanie », pendant que la deuxième section reproduit des articles de l'« Indépendance Belge », le « Journal de Bruxelles » ou la « Flandre Libérale ». Un volume qui complète d'une manière heureuse le grand corpus de documents publié par Ed. Academiei en 1977: « Independența României. Documente ». A part les diplomates qui apparaissent en premier plan, comme Frédéric Hoorickx ou J. B. Nothomb, en général favorables aux desiderata roumains, une vive lumière est jeté par les documents sur les progrès faits par le peuple roumain vers son indépendance, ainsi que sur les manœuvres des grandes puissances européennes avant et après le Congrès de Berlin. Si pour les diplomates roumains la Belgique représentait un modèle, un Etat qui jouissait d'un statut enviable au carrefour des empires (d'où les expressions qui ont circulé avec intensité à cette époque: « Belgique du Danube » et « Belgique de l'Orient »), pour les diplomates belges la Roumanie s'aurait été un Etat avec une position géographique favorisée et un marché important. Au fond, il s'agit d'une rencontre des intérêts de deux Etats qui n'entraient pas dans la catégorie des pays puissants. Du côté de l'opinion publique, les attitudes sont plus nettes en faveur de l'indépendance roumaine; d'un intérêt particulier sont les constatations faites par les correspondants belges habitant l'Autriche qui saisissent les conséquences des événements de 1877—1878: « L'Autriche, constate la "Flandre libérale", compte dans son sein trois millions de Roumains, qui chercheront naturellement à se rapprocher de leurs frères ». D'autant plus que les autorités de Transylvanie encourageaient ce processus: en 1877, le même correspondant signalait « les injustices que les Hongrois, seuls frères des Tures (leur propre expression) exercent contre les Slaves et les Roumains soumis à l'Autriche », surtout par des mesures prises contre les comités institués pour les secours aux blessés. « Qu'un gouvernement prenne des mesures pour dissoudre des comités politiques ou sociaux quand ils menacent l'existence de l'Etat ou mettent en péril l'ordre public, rien de plus juste et de plus raisonnable. Mais quel était le mal que ces comités pour le secours des blessés pouvaient causer à l'Etat? Quel est le péril auquel aurait été exposé l'empire austro-hongrois et la société dont il se compose? Cependant, tout cela loin de décourager les Roumains d'Autriche, aura au contraire pour résultat de cimenter de plus les sentiments de fraternité qui les attachent aux Roumains moldo-vala-

la démarche analytique envisageant les périodes suivantes: les antécédents de la Première Guerre mondiale, l'évolution de la Grèce pendant la conflagration, l'armistice et l'ouverture de la Conférence de paix et les deux parties de l'année 1919, délimitées par le moment de la conclusion de l'accord Tilton-Vénizélos (29 juillet).

Une analyse poussée, des interprétations souvent originales séduisent l'historien et font la lecture agréable. Beaucoup d'idées retiennent l'attention. On peut lire, par exemple, une description détaillée des efforts déployés par Vénizélos à Londres et Paris, en automne de l'année 1918, après l'armistice de Moudros, pour capter le soutien matériel et diplomatique des cercles politiques occidentaux en faveur du programme territorial grec. Le « grand crétois » avait beaucoup de raisons pour soupçonner que l'achèvement des revendications helléniques se heurtera des obstacles soulevés par les grands Alliés mêmes. Il est intéressant d'observer que parmi les arguments invoqués dans ses plaidoyers en Grande-Bretagne aussi qu'en France, le chef du gouvernement d'Athènes répétait fréquemment l'exemple de la Roumanie, qui, par ses sacrifices, était en train de réaliser ses aspirations séculaires de liberté et d'unité. À son avis, la Grèce devait aussi être soutenue dans cette direction.

Les contacts établis avec son vieil ami Take Ionescu, le président du Conseil National Roumain, et Nikola Pašić, le premier serbe, et leur décision « to live in close union and to abide by the principle of nationality » (p. 74) ont été bien légitimes dans ces circonstances. Ils annonçaient la création de la Petite-Entente, malheureusement sans la Grèce<sup>3</sup>.

Les pourparlers de paix de Paris jusqu'en décembre 1919 ont mis en relief le jeu des puissances occidentales et pour la Grèce un bilan — apprécié par l'auteur — comme insatisfaisant. Il s'agit encore une fois d'un exemple du statut inéquitable imposé aux petits États par les grands Alliés, de l'arbitraire et des pressions auxquelles ceux-ci furent soumis comme « puissances avec des intérêts limités ».

Loin de diminuer la valeur indiscutable du livre, on peut observer que les références au problème des Aroumains (Koutzovaques) (p. 52, 83-84) auraient pu gagner quelques nuances bien nécessaires si l'auteur avait consulté l'ouvrage de Max Demeter Peyfuss<sup>4</sup>.

Ce livre représente sans doute une contribution précieuse à la connaissance de la place et du rôle de la Grèce dans les rapports internationaux à la fin de la Première Guerre mondiale et le lecteur trouvera nombre de qualités, dont peut-on remarquer la richesse des sources et la clarté du style.

C. I.-S.

*Lexikon des Mittelalters.* Artemis Verlag, München und Zürich. Erster Band/Vierte Lieferung: Anchialos — Apotheker; Fünfte Lieferung: Apotheose — Arques; Sechste Lieferung: Arra — Ausonius; Siebente Lieferung: Auspicus von Toul — Barmherzigkeit, 1979 — 1980

L'apparition de cet important instrument de travail pour l'histoire du Moyen Age (signalée dans cette même revue, 17, 1979, p. 664-665) a continué par la publication de quatre nouveaux fascicules. L'histoire et la civilisation des pays du Sud-Est-européen y sont largement représentées, grâce aux efforts collectifs d'une équipe de collaborateurs, érudits réputés dans différents domaines de recherches. Aussi nous bornerons-nous à noter seulement, dans les lignes qui vont suivre, quelques menues remarques.

*Ad vocem Anchialos:* on devrait y ajouter, à notre avis, le nom de *Castrum Aquile*, sous lequel est désignée cette ville par certains monuments cartographiques du Moyen Age.

*Ad vocem Arges:* la bibliographie donnée à la fin s'arrête à l'ouvrage publié par O. Tâfrali en 1931; aucune mention du grand nombre de travaux, concernant la cour princière et l'église voïvodale de Curtea de Arges, publiés depuis lors.

*Ad vocem Banat:* en ce qui concerne le Banat de Severin, il n'y a aucune mention relative à son histoire dans l'intervalle qui va de 1260 à 1429. Il est pourtant notoire que depuis 1891 au moins jusqu'en 1429, le Banat et la cité de Severin ont appartenu, avec des interruptions très brèves, à la Valachie.

<sup>3</sup> Voir: Constantin Iordan-Sima, *La création de la Petite-Entente dans la conception de la Roumanie: projet et réalisation*, dans « R.E.S.E.E. », XIV, 1976, 4, pp. 665-678; idem, *La Grèce à la fin de l'année 1920. Autour d'une mission roumaine à Athènes*, dans « R.E.S.E.E. », XVII, 1979, 2, pp. 283-296.

<sup>4</sup> *Die Aromunische Frage. Ihre Entwicklung von den Ursprungen bis zum Frieden von Bukarest (1913) und die Haltung Österreich-Ungarns*, Wien, Köln, Graz, 1974.

*Ad vocem Hanus*: aucune mention de l'existence de cette dignité en Valachie, où pourtant elle a eu un rôle important, pendant cinq siècles.

D'autre part, certains termes ne figurent pas dans les fascicules dont on rend compte. En voici une brève liste: Anthousa, Asprokastron (mentionné pourtant s. v. Aqkerman), Bacáu, Bala de Arieş, Bala Mare, Balçik, Balica. On peut espérer les retrouver dans le volume comprenant les *Addenda*, qui sera publié à la fin de la série en cours.

O. I.

*Etnographie albanaise*, Tirana, 1976, 282 p.

Le volume contient dix-sept études d'ethnographie extraites des organes scientifiques de l'Institut d'Histoire dans le cadre d'une édition spéciale à l'occasion de la Conférence nationale des études ethnographiques en Albanie, juin 1976.

La première étude porte la signature de Rrok Zojzi et est consacrée à *L'Ancienne division régionale ethnographique du peuple albanais* (p. 7-18). La thèse de l'auteur est qu'à la formation nationale du peuple albanais, qui eut lieu durant le XIX<sup>e</sup> siècle, ont participé les deux grands groupements de régions qu'on appelle Gegërie et Toskërie. Ces deux groupements représentent des formations économique-sociales des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles et chacune de celles-ci a été formée par la fusion des petites contrées des XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles, dont chacune provient à son tour de contrées plus petites; les vestiges de ces régions présentent de l'intérêt non seulement pour l'histoire du peuple albanais, mais servent comme une base méthodique pour le classement des matériaux linguistiques, ethnographiques et anthropologiques aussi.

Pandi Geço s'occupe de *L'Accroissement de la population urbaine dans la R. P. d'Albanie et sa nouvelle répartition géographique* (p. 19-40) et remarque le fait qu'à partir de l'année 1955 on observe un ralentissement du rythme d'accroissement de la population urbaine, bien que le rythme de l'accroissement de la population rurale n'ait pas diminué; mais après 1960, la supériorité dans l'accroissement de la population urbaine va à l'accroissement naturel de la population au détriment de celui mécanique.

*Le caractère du droit coutumier albanais durant l'occupation turque* est présenté par Ismet Elezi (p. 41-18). D'après son opinion, l'analyse des normes du droit coutumier albanais permet d'entrevoir que la superstructure, en général, et celle politique en particulier, dans les régions de montagne du pays étaient contradictoires et arriérées au XIX<sup>e</sup> - début du XX<sup>e</sup> siècles: Les normes du droit coutumier, d'une part reconnaissent les survivances de l'ordre primitif, comme par ex. à Nikaj-Mërtur, Shale, Shosh etc, tandis qu'ailleurs elles étaient remplacées par les institutions de la société divisée en classes opposées. La révolution populaire en Albanie renversa depuis ses fondements l'ancienne superstructure politique et juridique et érigea à sa place le droit socialiste et la légitimité socialiste.

Mark Tirtja s'occupe de *Survivances religieuses du passé dans la vie du peuple - objets et lieux du culte* (p. 49-70), remarquant le fait que les grandes transformations économiques et sociales intervenues durant la vie du peuple albanais ont ébranlé la conception des objets de culte et des croyances religieuses périmées. L'activité et l'influence des institutions du culte et des membres du clergé ont été limitées dans la vie du peuple dès les premiers ans qui ont suivi la libération, la séparation de l'Église de l'État et la laïcisation scolaire furent des facteurs importants dans l'éducation athéiste-scientifique des travailleurs, tandis que les programmes scolaires prirent une direction tout à fait scientifique athéiste.

Quant aux *Aspects économiques des laboureurs-çiftçis à Vurk de Sarande, Spire Shkurti* (p. 71-90) remarque que les lourdes redevances économiques, les nombreuses restrictions imposées par le propriétaire terrien, le mépris qu'on manifestait envers eux avaient aggravé la condition de ces gens; seulement la révolution populaire réussit à leur assurer une vie heureuse et prospère.

Andromaqi Gjergji nous parle de *L'Évolution de la famille rurale contemporaine* (p. 91-102), institution qui est en rapport avec le niveau social général et les nombreuses caractéristiques locales qui dépendent de facteurs particuliers de développement régional; dans la majorité des familles on trouve les parents et leurs enfants nubile qui vivent ensemble, donc deux générations et la moyenne du nombre des membres pour chaque famille est presque égale à la moyenne de l'échelon national.

*La décomposition physique de la famille patriarcale à la campagne et l'influence de ce processus dans les relations familiales* est présentée par Naum Guxho (p. 103-112) qui remarque